
MESSAGE A LA NATION

prononcé par

Son Excellence

LE PRÉSIDENT

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DE COTE D'IVOIRE

A L'OCCASION

DU TREIZIÈME ANNIVERSAIRE

DE L'INDÉPENDANCE

ABIDJAN, LE 7 AOUT 1973

MESSAGE A LA NATION

prononcé par

Son Excellence

LE PRÉSIDENT

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DE COTE D'IVOIRE

A L'OCCASION

DU TREIZIÈME ANNIVERSAIRE

DE L'INDÉPENDANCE

ABIDJAN, LE 7 AOUT 1973

Ivoiriennes,

Ivoiriens,

Mes chers compatriotes,

Nous fêtons, aujourd'hui, dans la joie et le recueillement, le treizième anniversaire de l'accession de notre pays à l'indépendance nationale. C'est l'heure de la rencontre, dans nos esprits et dans nos cœurs, des souvenirs du passé, des réalités du présent et des promesses d'un avenir que nous ne voudrions voir se définir qu'à l'image de nos plus chères espérances.

C'est l'heure, aussi, de s'interroger à nouveau, et d'interroger le monde sur ce que furent ces derniers mois de notre commune destinée et de poursuivre notre réflexion sur ce qui fait nos faiblesses et nos forces pour tenter de donner au fait ivoirien et à la communauté qui l'exprime des assises d'harmonie toujours plus convaincantes et plus justes.

*** ***

Indépendante depuis treize ans, la Côte d'Ivoire se sent profondément intégrée à la vie internationale, autant par les relations de confiance et d'amitié qu'elle entretient avec la très grande majorité des Etats et des peuples que par l'attention qu'elle porte aux grands mouvements d'idées et de forces qui impriment le cours

de notre temps et par la place qui est devenue la sienne au sein des courants de libéralisme tolérant et d'humanisme exigeant auxquels elle se rattache avec passion.

Voudrait-elle d'ailleurs cultiver les tentations des orgueils solitaires et des égoïsmes sacrés que les vagues quotidiennes de l'information la plus âpre viendrait heureusement bousculer les fragiles barrières d'une trop commode sérénité ?

Il est donc normal qu'acceptant le monde et acceptée par lui, la Côte d'Ivoire participe et contribue, avec modestie sans doute, mais avec beaucoup de dignité et de ferveur, à l'élaboration des règles de conduite entre Nations procédant davantage de la disponibilité à l'égard d'autrui et de la concertation pacifique que de l'ambition de puissance.

Ces premiers mois de l'année 1973, prolongeant, avec bonheur, une année 1972 exceptionnelle à bien des titres, ont, je me plais à le souligner, témoigné d'une volonté persistante de dialogue et d'approche tolérante des grands problèmes de notre époque.

Au temps des rancœurs, des anathèmes, des violences et des exclusives vaines, paraît, enfin, avoir fait place, de façon durable et plus partagée, le temps des rendez-vous de concours et des traités de coopération et d'amitié.

Ces dernières semaines ont mis si spectaculairement en relief ces nouvelles évidences que l'on a parfois quelques difficultés à retrouver, le juste fil qui, de sommet en sommet et de rencontre en conférence, est en train de tisser la nouvelle trame ds relations internationales, en réduisant à l'état de souvenirs les dernières séquelles de la deuxième guerre mondiale et de l'après-guerre froide qui en fut la triste suite.

La ratification du traité fondamental entre les deux Allemagnes, l'entrée prochaine de ces deux Pays à l'O.N.U., la signature du traité germano-tchécoslovaque et la visite du Chancelier Willy Brandt en Israël en sont, en même temps que le voyage de M. Brejnev aux Etats-Unis et la poursuite des différentes négociations en matière de désarmement nucléaire et de sécurité et de coopération, les illustrations les plus fécondes.

Parallèlement, les Etats-Unis paraissent incliner à des attitudes d'aménité plus réelle à l'égard de certains des remous qui agitent le continent latino-américain, tandis qu'au Viet-nam, un nouvel accord que l'on voudrait croire décisif manifeste la volonté des parties en présence de consolider, au bénéfice d'un peuple profondément meurtri, les bases d'une existence autre.

Que faut-il penser de ces témoignages récents de l'esprit de dialogue ? D'abord ce que toujours nous avons pensé et proclamé, qu'il n'est pas de conflit, aussi atroce soit-il, qui ne trouve dans le dialogue et par le dialogue, sa propre fin et qu'il n'est pas de tension qui ne se prévienne ou ne se réduise, entre interlocuteurs de bonne foi, décidés à parler le même langage de paix.

Ensuite, que les exigences de l'économie paraissent, enfin, l'emporter sur les intolérances et les dogmatismes idéologiques, ce qui ne peut que nous conforter dans notre recherche prioritaire d'équilibres de mieux-être où prévalent sur toute autre donnée, la tolérance politique et la mise en œuvre d'ensembles communautaires à la dimension des défis économiques qui nous sont lancés.

L'Afrique de l'Ouest, depuis la naissance de la nouvelle communauté des Etats de la région, l'Afrique tout entière, à l'occasion du dernier sommet de l'Orga-

nisation de l'Unité Africaine et des différentes rencontres internationales qui l'ont précédé ou suivi, ont su très explicitement affirmer, à leur tour, aux yeux du monde, la prédominance des contraintes et des objectifs de développement et la nécessité, pour les mieux maîtriser, d'une coopération inter-régionale beaucoup plus ample et multiple.

Nous aurons à l'occasion du renouvellement et de l'élargissement des Accords d'Association qui nous lient à la Communauté Economique Européenne, à témoigner de notre aptitude à constituer des fronts communs et solidaires ainsi que de notre capacité d'adaptation à un monde devenu, aujourd'hui, bien différent.

Au moment des discussions qui précéderont la signature de Yaoundé II, nous évoluons, en effet, dans un monde familier, sinon facile, et nous participions à la reconduction, délicate, certes, mais géographiquement et politiquement rassurante, d'un ensemble de structures et de dispositions dont nous percevions assez clairement les bienfaits et les limites.

Notre univers, en 1973, est devenu autre, par son ampleur, d'abord, mais aussi par les implications que suscitent, à notre niveau, des bouleversements qui ne se résument d'ailleurs pas à la seule évolution récente de l'Europe.

L'Europe, aujourd'hui, plus diverse et plus vaste, ne pourra pas, à la veille notamment des grandes négociations du Nixon-Round à Tokyo, et compte tenu des responsabilités nouvelles qu'elle assume et des contraintes qui naissent très naturellement de ses affrontements avec les autres grandes puissances, ne pas répondre, en même temps qu'à ses intérêts eurafricains, à une vocation planétaire, aujourd'hui, affirmée et reconnue par tous.

Nous devons être conscients de la nécessité de faciliter la mise en œuvre de formules de collaboration nouvelle avec nos amis anglophones associables à la Communauté Economique Européenne en évitant que les négociations à venir ne soient une occasion de division de l'Afrique. De même, devons-nous être conscients de l'obligation de proposer et de faire accepter des remèdes qui relèvent tout autant de notre aptitude à prendre mieux en charge nos propres problèmes que de la bonne volonté des pays nantis.

Lorsqu'on sait, quels que soient, par ailleurs, les sursauts charitables dont la situation catastrophique des Pays frères du Sahel vient d'être l'occasion, la désaffection grandissante de la plupart des opinions publiques pour nos problèmes, lorsqu'on apprend qu'en 1970, les pays nantis ont affectés vingt-cinq fois plus de ressources à leurs dépenses d'armement qu'à l'aide aux pays pauvres, lorsque la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement nous révèle, de son côté, que les recettes d'exportation des pays du Tiers-Monde continuent d'augmenter deux fois moins vite, depuis 1965, que le montant des remboursements de leurs dettes extérieures, dire qu'il est temps de prendre mieux en charge nos propres problèmes n'est pas, pour moi, une clause de style ou l'occasion d'un effet oratoire.

*

* * .

Que penser maintenant, alors que persistent et s'affirment, tout à la fois, de réconfortantes mutations politiques et des situations d'intolérables injustices, du très récent passé et des réalités présentes de notre chère Côte d'Ivoire ?

Stabilité politique, paix sociale, démocratie profonde, prospérité économique, telles sont et continuent d'être, en cette année 1973, après treize années de

souveraineté, les constantes heureuses et complémentaires de la communauté ivoirienne et de son développement harmonieux et rapide.

Stabilité politique en premier lieu, qui pourrait en douter, en contester les fruits ou en avoir des regrets, si ce n'est quelques égarés dont les ambitions sans mesure continuent d'habiter, sans convaincre, l'imagination criminelle ?

Paix sociale, également, effet d'une démocratie partagée et profonde et non d'un appareil policier de délation et de peur ; expression de la volonté d'un peuple et des moyens qui lui sont donnés de formuler librement ses aspirations essentielles et non d'un système autoritaire et contraignant.

Il reste, ne croyez pas que je n'y sois point sensible, à redresser de préoccupantes inégalités et à rendre moins formel pour beaucoup, l'exercice de certaines libertés en donnant à tous ceux qui en bénéficient les moyens d'en user vraiment.

Prosperité économique, enfin, qu'illustre avec continuité et éclat, projets, chiffres et réalisations.

Le nombre de nos entreprises industrielles est passé, de 1968 à 1973, de deux cent quatre-vingts à plus de quatre cents, soit une progression de l'ordre de quarante-cinq pour cent en cinq ans, alors que leur chiffre d'affaires doublait pratiquement, pendant cette même période, et que le nombre des emplois offerts progressait de près de soixante quinze pour cent en sept ans, suscitant, entre 1968 et 1972, un doublement des salaires distribués.

Quant à nos exportations, elles ont encore sensiblement progressé en 1972, le nouveau record atteint,

représentant plus du double du montant de 1965, avec une part toujours grandissante, dans ces valeurs, des produits de nos industries et un bond spectaculaire de nos ventes d'ananas frais qui sont passées, en moins de cinq ans, de cinq mille à plus de cinquante mille tonnes, faisant de la Côte d'Ivoire, le premier pays africain fournisseur de l'Europe de l'Ouest et bientôt l'exportateur mondial le plus important si des débouchés lui sont offerts.

Parallèlement se multiplient et se rationalisent les actions promotionnelles de vente à l'extérieur et de distribution, sur le marché intérieur, de nos produits locaux, la Société AGRIPAC s'attachant, plus précisément, à dynamiser, à réorganiser et à moderniser, au profit des paysans et des consommateurs des villes, les circuits commerciaux de nos principaux produits vivriers.

Est-il besoin de souligner les efforts de développement accomplis dans le Nord en vue de réduire les disparités régionales, les efforts de diversification de l'agriculture et de modernisation dans nos villes, dans nos villages, qui tous tendent à l'amélioration de la condition paysanne et citadine ?

Est-ce à dire que ces signes de santé, auxquels s'ajoutent, en 1972, pour en accentuer les effets, d'importantes plus values fiscales, ne s'accompagnent d'aucune ombre ? Ce serait une erreur de le croire car la situation actuelle me paraît, en fait, beaucoup plus ambiguë.

D'un côté, je constate, en effet, une réelle prospérité économique et des promesses futures d'un accroissement de cette prospérité, alors que persistent, d'un autre côté, des lacunes ou des indices inquiétants, je m'inquiète notamment :

— De la quasi inexistence de notre appareil de production animale, alors que se trouvent, depuis longtemps posés, des problèmes aigus d'approvisionnement en viande ;

— Des difficultés inadmissibles que rencontrent des industries de valorisation du bois à s'approvisionner en bois débités ou en autres matières premières nécessaires à leur activité ;

— De l'insuffisance d'entrepreneurs et de commerçants locaux, malgré de très louables efforts accomplis par certains de nos compatriotes ;

— De la lenteur, enfin, de l'ivoirisation des cadres dans le secteur privé.

Ce qui m'inquiète, de façon plus générale, c'est que nous ne paraissions pas toujours à même de distinguer, dans nos initiatives et nos démarches, ce qui est anarchie de ce qui est dynamisme créateur.

Cela me paraît provenir, au niveau des actions des responsables de la vie économique du pays, de l'absence trop fréquente, de référence à un cadre commun et de l'incapacité de s'assurer de la cohérence des objectifs particuliers avec ceux que se fixe la nation. Ceci est surprenant car ce cadre existe : c'est le plan, dont j'ai déjà dit qu'il était la charte impérieuse de notre développement et ce sont nos lois-programmes.

Chacun agit trop souvent, au coup par coup et de façon désordonnée. Il faut à tout prix, pour atteindre nos objectifs, travailler dans ce cadre de référence et accepter les contraintes des choix faits par le Gouvernement, par un travail tout de civisme et de discipline.

Notre planification libérale a jusqu'ici réussi puisqu'elle a permis une remarquable croissance économique. Il ne faudrait cependant pas que du fait de la dynamique propre du libéralisme, on continuât de glisser vers le laisser-faire.

Si l'on veut dominer notre développement et non pas en subir les effets aveugles et sauvages, si l'on veut qu'il y ait développement réel, c'est-à-dire, au-delà de l'indispensable croissance, participation consciente de tous aux changements et aux profits qu'elle entraîne, il convient de mettre l'accent, beaucoup plus que nous ne l'avons jamais fait, sur la composante planification.

Le redressement repose sur la volonté de changement des hommes et, en premier lieu, comme j'ai eu l'occasion de le dire, lors du dernier et très fructueux séminaire du P.D.C.I. à Yamoussoukro, sur la volonté de changement des cadres et des responsables politiques eux-mêmes.

Le dialogue doit être, dans cet esprit, entendu comme une fonction sociale et non comme un alibi pour renforcer la position de certains au détriment des principaux acteurs de notre prospérité, c'est-à-dire de nos paysans, de nos ouvriers et de nos employés.

Restons très attentifs et très compréhensifs aux aspirations des défavorisés si nous ne voulons pas, un jour, que l'ensemble du corps social se lasse d'entendre célébrer une réussite à laquelle il ne participe pas suffisamment et sachons que notre démocratie ne pourra être et s'épanouir vraiment, qu'autant que chaque ivoirienne et chaque ivoirien maintiendront ou retrouveront le sentiment d'une société de justice et resteront capables de maîtriser le sens et les finalités de ce qu'ils font et de ce qu'ils croient.

*
* *

Avant de conclure, je voudrais, très chers amis, insister plus particulièrement sur certains problèmes qui

conditionnent le meilleur devenir de notre cher Pays. Je désirerais vous parler de l'ivoirisation des cadres, ce qui suppose naturellement la nécessité de leur formation, de même que celle des hommes d'affaires ivoiriens dont la promotion dans la vie économique du pays devient, à nos yeux, prioritaire.

A plusieurs reprises, j'ai souligné que nous avons beau dénoncer les détériorations des termes de l'échange qui, en réduisant d'année en année nos recettes d'exportation, entravent l'exécution de nos programmes de développement, tant que nous n'aurons pas de cadres capables de transformer en Afrique nos immenses matières premières en produits finis et semi-finis, nous subirons la loi des nantis.

C'est dire la place que doit tenir dans nos préoccupations la formation des cadres : la priorité de nos priorités.

La vie est une lutte. Qui lutte dit mouvement. Dans cette course effrénée vers le progrès dans laquelle tous les peuples sont engagés, nous, pays en voie de développement, devons choisir un exemple, un modèle.

En ce qui nous concerne, notre choix se porte sur le Japon : pays à matières premières des plus limitées qui, cependant, a réalisé le bond le plus prodigieux dans cette compétition à l'échelle mondiale en se hissant au tout premier rang, grâce à la qualité de ses hommes et à une stabilité politique exemplaire.

Le Japon a compris, tout en maintenant intacte, tout en valorisant même sa culture propre, culture plu-

sieurs fois millénaire, que la compétition avec les pays les plus développés se situe sur un autre plan, le plan de la science, de la technique, de la technologie.

Grâce à la qualité exceptionnelle de son travail dans la discipline librement consentie et à une foi inébranlable dans son destin, le Japon serre de près le géant américain dans le domaine économique qui conditionne l'indépendance réelle des nations.

La réforme de l'enseignement, en cours en Côte d'Ivoire, doit donc tenir compte de ces impératifs de développement. Nous voulons faire confiance à notre jeunesse ardente et fière, pour sortir notre pays du sous-développement par le sérieux de son travail dans la discipline et l'union.

L'ivoirisation des cadres étant une exigence normale de notre souveraineté, chacun doit s'attacher à ce qu'elle se réalise dans l'harmonie et dans la confiance.

Le Ministère de l'Enseignement technique et de sa formation professionnelle, dont les moyens seront accrus doit, en coopération confiante avec les utilisateurs du secteur privé, former les cadres dont le pays a besoin.

Certes, nous voulons que toutes les évolutions se fassent chez nous dans l'harmonie, en nous refusant aux inutiles déchirements. Mais cette position, qui obéit à une constante de notre politique, ne doit pas être interprétée comme un abandon de nos droits souverains, une négligence du sort de nos compatriotes soucieux de prendre en mains le destin de leurs pays, et ce, dans tous les domaines.

J'invite le secteur privé à comprendre cette volonté de légitime ivoirisation et à céder aux Ivoiriens les postes qu'ils peuvent efficacement tenir. Le plus tôt sera le mieux, dans l'intérêt bien compris de nous tous. Nous veillerons à ce qu'il en soit ainsi.

Les hommes d'affaires ivoiriens, dont nous facilitons la promotion, se doivent de cultiver les qualités qui feront d'eux les hommes d'affaires que le Pays attend : des hommes durs au travail mais humains, dynamiques mais prudents, refusant le luxe trompeur, ayant le goût de l'épargne.

Qu'il soit aussi entendu que dans les prochains mois nous aurons à nous pencher sur le problème de la promotion rurale, base première de notre économie.

*

* *

Voilà donc, mes chers amis, un certain nombre de sujets de préoccupations que j'ai tenu à vous présenter, parce qu'il m'apparaît opportun de les évoquer et parce que pour avancer sur le chemin de l'avenir, il ne faut négliger aucun domaine et savoir analyser avec lucidité nos faiblesses autant que nos atouts et nos forces.

*

* *

Qu'il s'agisse de l'amélioration de la condition paysanne ou citadine, c'est-à-dire de la participation accrue des travailleurs aux résultats de l'expansion nationale, qu'il s'agisse de l'adaptation de notre formation aux réalités et aux besoins de ce Pays, c'est-à-dire du renouvellement profond d'instruments souvent conçus à des époques, dans des pays, pour des hommes

et par des hommes qui ne sont pas les nôtres, ou qu'il s'agisse de notre attitude à l'égard des grands problèmes internationaux, c'est-à-dire de notre affirmation d'une vérité africaine faite de tolérance, de dialogue, d'unité et de paix, tout cela manifeste notre volonté de bâtir avec tous les Ivoiriens et tous nos amis de l'extérieur, une Côte d'Ivoire plus heureuse, plus juste et plus ivoirienne. Tout cela exprime notre désir de faire entendre une voix plus authentique et plus chaleureuse qui soit d'abord la vôtre, mes chers amis, vous qui avez fait de notre cher Pays ce qu'il est, pour notre joie et pour notre fierté, une terre de bonheur, une terre d'humanisme fraternel, une terre d'hommes de bonne volonté.

Vive la Côte d'Ivoire !

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.